



Doc. 16384

20 avril 2026

Donner aux jeunes les moyens d'agir à l'ère du numérique : vers des approches créatives, démocratiques et fondées sur les compétences pour la participation en ligne

Proposition de résolution

déposée par M. George PAPANDREOU et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Partout en Europe, les États membres réagissent aux préoccupations que suscite la sécurité numérique par des mesures de plus en plus restrictives: la France exige désormais le consentement parental pour l'utilisation des réseaux sociaux avant l'âge de 15 ans; le Royaume-Uni impose une vérification de l'âge; de nombreux pays relèvent l'âge minimum requis. Or, les données montrent que ces approches entraînent des coûts considérables sans que leur efficacité soit garantie.

Les recherches démontrent que les systèmes de vérification de l'âge présentent des risques pour le respect de la vie privée en raison de la collecte massive de données et de la surveillance, tandis que les jeunes défavorisés – ceux qui sont placés en institution, issus de familles à faibles revenus ou sans papiers – sont confrontés à une exclusion disproportionnée. Les études montrent que les jeunes contournent régulièrement le contrôle de l'âge et risquent ainsi de ne plus avoir accès aux ressources de sécurité et aux réseaux de soutien fiables. À mesure que les contenus éducatifs et civiques sont de plus en plus verrouillés, l'article 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant – qui traite du principe de participation et garantit le droit des enfants à exprimer leurs opinions – est mis à mal.

D'autres voies sont en cours d'élaboration. Le programme finlandais d'éducation intégrée aux médias est cité comme un modèle prometteur pour lutter contre le harcèlement en ligne. L'éducation complète à la citoyenneté numérique mise en place en Corée du Sud a permis de renforcer les compétences associées à une diminution du cyberharcèlement, à un meilleur bien-être numérique et à une participation civique accrue. Les modèles danois sont conçus pour favoriser la sécurité, la confiance et la créativité des enfants en ligne, en renforçant à la fois leur protection et leur autonomisation.

L'Assemblée parlementaire doit prendre l'initiative et examiner des alternatives fondées sur les compétences – telles qu'un permis de «préparation au numérique» ou de «navigation numérique» – qui dotent les jeunes de compétences en matière d'esprit critique, de sécurité et de culture algorithmique, tout en leur délivrant une certification.

Cette démarche exige une évaluation rigoureuse des effets réels des mesures restrictives, une analyse approfondie des modèles alternatifs existants qui ont fait leurs preuves, ainsi qu'un examen des responsabilités qui incombent aux plateformes en matière de conception adaptée à l'âge des utilisateurs et de protection contre les pratiques manipulatoires.

Une protection efficace passe nécessairement par des jeunes citoyens compétents et informés.



Le rapport doit tracer une voie respectueuse des droits, qui fait des jeunes des participants actifs de la démocratie, dont les compétences numériques méritent non seulement d'être protégées, mais également autonomisées.

Signé (voir au verso)

Signé¹:

PAPANDREOU George, Grèce, SOC
BALDURSDÓTTIR Kolbrún Áslaugar, Islande, SOC
BANKOĞLU Aysu, Türkiye, SOC
CASTEL Laura, Espagne, GUE
CHIKIROU Sophia, France, GUE
EROTOKRITOU Christiana, Chypre, SOC
ESTRELA Edite, Portugal, SOC
FASSINO Piero, Italie, SOC
FERČIKOVÁ KONEČNÁ Irena, Tchéquie, SOC
FRESKO-ROLFO Béatrice, Monaco, ADLE
GÖKÇEN Gökçe, Türkiye, SOC
IKIĆ BANIČEK Kristina, Croatie, SOC
JENSEN Mogens, Danemark, SOC
KLUIT Saskia, Pays-Bas, SOC
KOSTADINOVSKA-STOJCHEVSKA Bisera, Macédoine du Nord, SOC
LACROIX Christophe, Belgique, SOC
LUARASI Iris, Albanie, SOC
MAGAZINOVIĆ Saša, Bosnie-Herzégovine, SOC
MARIE Didier, France, SOC
NOWICKA Wanda, Pologne, SOC
PÁLMASSON Sigurður Helgi, Islande, SOC
PILLER CARRARD Valérie, Suisse, SOC
ROOVERS Daan, Pays-Bas, SOC
STAMATIS Georgios, Grèce, PPE/DC
VASYLENKO Lesia, Ukraine, ADLE
VELDHOEN Gala, Pays-Bas, SOC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts